



Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'716
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 377.012
Abo-Nr.: 1070143
Seite: 15
Fläche: 24'521 mm²

Un investisseur institutionnel sur cinq s'intéresse à la microfinance

> Etude Un sondage montre les raisons pour lesquelles le secteur attire

> La petite taille des véhicules pose problème

Mathilde Farine ZÜRICH

Un sur cinq. C'est la proportion des investisseurs institutionnels qui disent avoir investi dans la microfinance. Le chiffre ressort d'une étude réalisée par le Centre de microfinance de l'Université de Zurich et la société de gestion genevoise BlueOrchard.

La proportion a surpris les auteurs, qui s'attendaient à un chiffre plus faible. Mais elle peut être légèrement biaisée, prévient Annette Krauss, directrice du centre de recherche et auteure de l'étude, présentant le rapport au *Temps* la semaine dernière. Car il y a plus de chance qu'une personne déjà investie dans la microfinance réponde à ce type de sondage. Près de 50 investisseurs institutionnels suisses ont expliqué pourquoi ils s'intéressent à cette classe d'actifs ou, au contraire, ne sont pas attirés.

Parmi les motivations pour investir, la responsabilité sociale ressort en tête, citée par 27% des

sondés, de même que le rendement social (17%). Le rendement tout court n'est pas un critère à écarter, la performance financière étant une condition pour 19% des investisseurs, comme la diversification (18%).

Un tiers de la gestion des actifs investis dans la microfinance étant réalisée en Suisse, en faisant un centre important dans ce secteur, pourquoi les investisseurs suisses ne s'y intéressent-ils pas davantage? La taille jugée trop petite des fonds est citée par un grand nombre d'acteurs. Les risques et les coûts élevés sont aussi avancés.

Pour changer, le secteur devrait proposer des profils risque/rendement plus attractifs et des produits plus adaptés, estiment notamment les sondés. 18% d'entre eux affirment en outre n'avoir aucun intérêt pour le sujet.

«La perception qu'ont les investisseurs de la microfinance ne correspond pas à la réalité», déplore Peter Fanconi, directeur général de BlueOrchard, qui gère plus de 700 millions de dollars. Il met en avant les rendements stables (3,9% par an depuis dix ans), la faible volatilité et la faible corrélation avec les autres classes d'actifs. Les auteurs de l'étude font une hypothèse pour expliquer ce décalage: «Ce ne sont pas les caractéristiques de la microfinance, mais les informations insuffisantes la concernant qui posent problème», avance Peter Fanconi. Récolter des données dans ce domaine est plus coûteux et prend davantage de temps que pour les classes d'actifs traditionnelles, selon l'étude. D'autant que les consultants indépendants s'y intéressent généralement peu. La microfinance étant en pleine expansion, les auteurs se montrent néanmoins optimistes: d'ici à 2020, deux fois plus d'institutionnels y auront placé des fonds.

Les placements considérés comme durables ont d'ailleurs toujours plus d'adeptes. Vendredi, s'est tenu le cinquième Geneva Forum for Sustainable Investment. A cette occasion, un sondage réalisé par la société de conseil Conser et Voxia Communication a montré que deux tiers des financiers sondés considèrent que le développement de la finance durable constituera un atout pour la place suisse. Il y a deux ans, près de quatre gérants sur cinq déclaraient ne pas proposer de produits de cette catégorie. Aujourd'hui, ils sont pratiquement le même nombre à affirmer l'inverse.